

APPEL A CONTRIBUTIONS

Produire, transformer et stocker dans les campagnes des Gaules romaines. Problèmes d'interprétation fonctionnelle et économique des bâtiments d'exploitation et des structures de production agro-pastorale.

*XIe Colloque de l'Association d'étude du monde rural gallo-romain
AGER*

11-13 juin 2014

Centre d'histoire « Espaces et Cultures » (CHEC - EA 1001)
Maison des Sciences de l'Homme
Clermont-Ferrand

L'objectif du colloque est de rassembler des contributions visant à repérer, caractériser et interpréter des bâtiments et toutes structures contribuant à la production, à la transformation et au stockage de denrées agricoles. Une attention particulière sera portée à la place qu'occupent ces constructions ou aménagements dans les systèmes de production antiques.

Les communications pourront prendre la forme de monographies, de synthèses régionales ou typologiques, mais aussi de réflexions plus théoriques destinées à mettre en perspective la place des structures étudiées dans les agrosystèmes.

Problématique du colloque

Les bâtiments et autres infrastructures de production agricole représentent un formidable potentiel pour l'histoire économique et sociale du monde rural antique. Dès 1984, le Conseil national de la recherche archéologique recommandait aux archéologues de porter leur attention sur les parties agricoles des *villae* gallo-romaines. Longtemps restés de simples traces sur les photographies aériennes, les bâtiments agricoles sont maintenant mieux connus grâce aux publications qui ont suivi l'essor des fouilles en milieu rural depuis les années 1980. L'énorme masse des données fournies par l'archéologie préventive a mis en lumière la diversité des bâtiments et des installations agricoles, donnant des campagnes gallo-romaines l'image d'un dynamisme insoupçonné.

Pourtant, trente ans après le souhait formulé par le CNRA, les bâtiments affectés aux activités agricoles n'occupent toujours pas la position centrale qu'ils mériteraient dans les études portant sur le monde rural gallo-romain. Très peu de monographies leur ont été consacrées, et rares sont les publications qui abordent de front ce sujet pour les Gaules, si l'on excepte les infrastructures liées à la viticulture, les bergeries de Crau et les moulins, ainsi que l'apport des historiens des techniques.

Cette absence de synthèse n'est donc pas due à un manque de documentation. Elle peut être imputée à deux causes principales : des contraintes de conservation différentielle et des problèmes d'interprétation archéologique.

L'importance des problèmes de conservation différentielle doit être soulignée pour comprendre les difficultés que les archéologues rencontrent lorsqu'ils tentent de caractériser la fonction des bâtiments exhumés sur des sites ruraux. En effet, l'arasement généralement

poussé des structures a pour conséquence que l'interprétation fonctionnelle est basée le plus souvent sur l'analyse morphologique des plans révélés par les fondations. Les niveaux de sol étant rarement conservés, les traces d'aménagements en matériaux périssables (planchers, cloisonnements et autres structures) et le mobilier qui permettraient éventuellement une interprétation fonctionnelle ne sont qu'exceptionnellement associés aux bâtiments. Pour la même raison, les possibilités offertes par les analyses paléoécologiques et géochimiques (pollens, graines, phytolithes, faune, phosphate, micromorphologie, coprolithes...) sont limitées, bien qu'elles soient encore sous-exploitées. En outre, il faut garder à l'esprit que nombre de bâtiments (les étables par exemple) n'étaient pas construits en dur.

Mais, surtout, le principal problème réside dans la non-reconnaissance de ce thème comme un objet de recherche spécifique dans l'historiographie française des campagnes gallo-romaines. En effet, la question de la fonction des bâtiments et des installations agricoles a été diluée dans la problématique de l'habitat rural, et notamment de la *villa*, à laquelle elle est traditionnellement attachée. Il en résulte qu'elle est restée subordonnée aux interrogations de l'histoire du peuplement (répartition de l'habitat, situation, limites physiques des domaines, etc.) et de l'histoire politique (territoires des cités, question de la « romanisation » dans le cas de la *villa*), au lieu de s'ouvrir à la problématique du système agraire telle qu'elle a été posée notamment par Claude Raynaud en 2003. Et si les spécialistes des sciences naturelles (palynologie, anthracologie mais surtout carpologie et archéozoologie) ont largement contribué à renouveler nos connaissances sur l'histoire de l'agriculture et l'économie rurale, on peut regretter que leurs analyses soient trop souvent juxtaposées aux données proprement archéologiques dans les rapports de fouilles et les publications.

De cette situation, il résulte que les bâtiments et autres structures construites affectés aux activités agricoles, le plus souvent évoqués sous le terme générique de « bâtiments d'exploitation », ne sont généralement pas étudiés en tant que tels. La plupart du temps, dans l'énorme masse des rapports d'opération, ils font certes l'objet de descriptions, au même titre que le reste du bâti, et sont même fréquemment supposés être des granges, des remises, des étables et autres greniers. Mais ces interprétations reposent rarement sur un argumentaire développé et étayé du point de vue archéologique. Cette banalisation d'identifications, en routine et/ou frôlant souvent la surinterprétation, est probablement le principal obstacle à l'étude véritable des bâtiments.

Dans une large mesure, c'est la manière d'aborder la question qui fait difficulté, car elle repose sur une équation, souvent fautive et toujours stérile, selon laquelle tout établissement rural est par définition un établissement agricole, qui comporte par conséquent des bâtiments d'exploitation, qu'on ne prend pas la peine d'étudier en détail puisque leur présence est une évidence et qu'on méconnaît leur apport à l'histoire économique et sociale du monde rural. Un cheminement inverse permettrait en revanche de faire émerger une vraie problématique économique et sociale : qu'est-ce qui peut être identifié comme une structure agricole ? À quoi sert telle structure agricole ? Stocker ou produire, et en quelle quantité ? Quel est le système agricole ? Quel est le type d'exploitation ? Quelle est la nature de l'établissement ? Quelles sont ses relations avec la ville ?

En effet, l'objectif de l'archéologie rurale n'est pas uniquement de restituer la fonction d'un bâtiment ou d'un outil, mais de comprendre son utilité au sein d'un système technique, économique et social liant les pratiques agraires, les bâtiments, les outils et les productions. Il s'agit de passer de la notion d'habitat à celle d'exploitation agricole. Pour cela, il faut aller au-delà des typologies habituelles élaborées par les archéologues, prendre en considération les domaines de l'agronomie et de l'histoire des techniques, et s'intéresser à la logique agricole de ces systèmes, dans l'esprit qui animait François Sigaut. En essayant d'appréhender les

systèmes agraires, on s'oblige à prendre en considération la totalité des sources disponibles, y compris les textes des Agronomes, qui sont souvent d'une grande utilité pour comprendre la logique de ces systèmes. Par ailleurs, cette méthode permet de pallier la nature souvent incomplète de la documentation, et donc d'éviter de sur-interpréter des observations isolées.

Périmètre thématique

L'objectif de ce colloque est précisément de focaliser l'attention des archéologues sur les problèmes d'identification, de caractérisation et d'interprétation des bâtiments et des structures archéologiques liés à la production, à la transformation et au stockage des produits agricoles. Dans cette perspective analytique sont sollicitées des études de cas portant l'accent sur l'argumentaire archéologique permettant (ou non !) de proposer une interprétation fonctionnelle. L'un des objectifs majeurs est de faire le point des avancées en matière d'identification des bâtiments à partir de la typologie des plans, du mobilier, des macro-restes, de la microstratigraphie etc., et de discuter des marqueurs fonctionnels (archéologiques, mais aussi paléoécologiques, géochimiques et bio-archéologiques). On mettra l'accent sur les possibilités (ou les impossibilités) d'assurer l'identification des activités liées aux bâtiments et aux structures afin d'améliorer les fondements de nos raisonnements.

Entrent dans la thématique du colloque l'ensemble des bâtiments et des structures affectés à la production, à la transformation et à la conservation des produits de l'agriculture et de l'élevage : locaux consacrés à la production et à la conservation du vin et de l'huile, greniers affectés au stockage des céréales et des légumes, granges (plurifonctionnelles ?), aires de battage, fumières, moulins hydrauliques ou à sang, locaux de mouture, installations de chauffe pour les céréales ou les légumineuses (séchoirs ou grilloirs, fours de maltage), locaux prévus pour la conservation de la viande salée (fumoirs), du fromage et des fruits, bâtiments et aménagements utilisés pour les différents types d'élevage (bergeries, étables, écuries, porcheries, mares, viviers, parcs à gibiers et garennes) et autres « annexes agraires » dispersées dans la campagne, etc.

On exclura en revanche les locaux affectés au logement du personnel agricole, ainsi que les aménagements paysagers (parcellaires, réseaux de drainage, voirie, etc.), sauf dans des cas bien précis, en lien avec ce qui précède. Ainsi, certaines plantations, comme les prairies, sont non seulement des structures agraires au sens plein du terme, mais également des structures de production. De même, les enclos, qui représentent une réalité forte dans un certain nombre de régions (un grand quart nord-ouest de la France au moins), sont susceptibles de nous renseigner sur l'organisation de l'élevage (question des pratiques de stabulation selon les régions, les climats, le type de bétail). On prendra garde toutefois à ne pas glisser vers l'étude des parcellaires agraires environnant les exploitations, qui constituent un vaste sujet à traiter à part.

Quant aux bâtiments affectés aux activités artisanales, on ne considérera ici que ceux qui sont directement liés au fonctionnement de l'exploitation, à la production agricole, au conditionnement des denrées, à la fabrication et à la remise en état des outils (forges et fours de potiers fabriquant des conteneurs pour la production locale notamment).

On gardera à l'esprit que de nombreuses activités ne laissent pas de traces clairement reconnues, soit parce que ces dernières ne sont pas caractéristiques ou livrent des restes périssables, soit parce que les activités en question sont délocalisées par rapport au lieu de production. Dans le premier cas figurent par exemple les locaux dévolus à la fabrication du fromage, à la tonte et au stockage de la laine, et tout ce qui a trait à l'élevage de luxe (*pastio*

villatica), qui comprend les volières, les enclos à bétail, les ruches, les enclos à escargots et les viviers. Dans le second cas, il faut penser que les structures archéologiques liées à la céréaliculture ne sont pas uniquement rurales mais qu'elles sont aussi localisées à proximité des lieux de consommation (greniers urbains et militaires). De ce fait, sur les *villae*, l'importance des greniers n'est pas forcément proportionnelle à la production. De même se pose le problème de la stabulation du bétail : ovins et bovins pouvaient être élevés en plein air, dans des pâtures et/ou dans des parcs protégés des prédateurs par des clôtures ; en ce qui concerne l'élevage d'embouche, le bâtiment de stabulation n'était probablement pas la règle, d'où l'intérêt de la prairie. Le cas des bergeries de Crau reste de ce point de vue exceptionnel. En outre, les animaux de boucherie, commercialisés sur pied, étaient abattus près des lieux de consommation (à l'exception des porcs, d'ailleurs parfois élevés en ville et dont la viande était fumée et salée sur place).

Ces remarques permettent d'envisager la présentation d'éléments matériels (outils, données paléoenvironnementales ou pollutions géochimiques spécifiques, etc.) d'un système technique où, par exemple, le bâtiment n'a pas été identifié, ou bien est localisé hors emprise, mais où il est pourtant, au moins théoriquement, nécessaire. Ces cas peuvent s'avérer particulièrement instructifs (notamment pour aider à identifier les structures) et être sélectionnés en ce sens, s'ils sont significatifs. On évitera cependant la présentation d'outils séparés de tout contexte pertinent.

Ces considérations invitent, par-delà la question des marqueurs fonctionnels, à replacer l'analyse des bâtiments et des structures de production agricoles dans leur contexte socio-économique : type d'habitat (y compris aggloméré), système d'exploitation agro-pastoral et économie régionale. Parmi les questions posées, on s'interrogera sur le caractère plurifonctionnel de certains bâtiments, sur leur intégration dans les différents types d'établissements agricoles (fermes, *villae*, agglomérations) et sur le degré de spécialisation de ces mêmes établissements. On s'interrogera également sur la façon dont les bâtiments sont insérés dans l'organisation générale des établissements (y compris la partie résidentielle) ; l'évolution de cette insertion peut être emblématique de la façon dont les activités qui leur étaient liées étaient considérées par les acteurs.

Les bilans régionaux (y compris pour les provinces limitrophes et l'Italie) seront bienvenus s'ils sont rigoureusement centrés sur la thématique du colloque.

Enfin, le choix de focaliser les communications sur les infrastructures et équipements immobiliers n'exclut pas la contribution d'interventions plus théoriques mais ciblées sur les systèmes techniques et sur la logique agronomique afin d'éclairer et de mettre en perspective la place des infrastructures – et des bâtiments en particulier – dans le système agraire. On s'interrogera notamment sur la pertinence de l'hypothèse d'agrosystèmes bien différenciés et de spécialisations dès la période romaine, en prenant en compte à la fois le type de production et le système technique (céréalier, élevage laitier, etc.).

Comité scientifique

Jean-Pierre BRUN, Wim de CLERCQ, Catherine COQUIDE, Bertrand DOUSTEYSSIER, Alain FERDIERE, Philippe LEVEAU, Pierre NOUVEL, Pierre OUZOULIAS, Christophe PELLECUER, Claude RAYNAUD, François RECHIN, Vanessa ROUPPERT, Maxence SEGARD, Frédéric TREMENT.

Calendrier et comité d'organisation

Les propositions de communication (titre + résumé d'une demi-page) devront parvenir avant le **15 février 2014** et sont à adresser à frederic.trement@wanadoo.fr

Elles seront examinées et sélectionnées par le comité scientifique.

L'organisation matérielle du colloque sera assurée par le laboratoire d'archéologie du CHEC.